

Les résultats nationaux sont assez nettement positifs. Le début d'année a notamment été marqué par un redressement de la production industrielle et de la consommation des ménages.

En **Loir-et-Cher**, une **actualité spécifique** s'est ajoutée à ce terreau conjoncturel favorable, la **mise en chantier de vastes surfaces de bâtiments dédiés à la logistique** à Mer. Les investissements des entreprises ont également fait un bond spectaculaire. Le rehaussement du niveau d'activité, auquel les **bonnes performances à l'exportation** ne sont pas étrangères, se fait sentir par ailleurs dans le **gonflement des chiffres d'affaires**.

De **nouveaux records** ont été battus en terme de **création d'entreprise**, en particulier dans le **bâtiment**. Celui-ci se trouve réellement installé dans une **dynamique exceptionnelle**, qui repose en grande partie sur la construction de maisons individuelles, à son apogée en ce début d'année. On peut souligner que le total des immatriculations est le plus élevé enregistré depuis l'origine de ce tableau de bord (1999), tant pour la CCI que pour la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.

Du côté du **marché du travail**, les informations sont plus mitigées. **L'emploi salarié se serait un peu contracté** entre janvier et mars, en données corrigées des

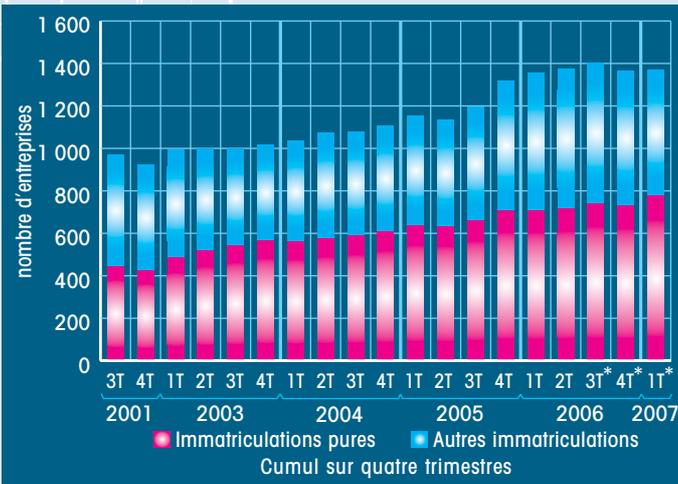
variations saisonnières. De même, la **collecte d'offres** par l'ANPE s'est révélée **moins fructueuse**. En revanche, les **intentions d'embauche** sont **nettement plus fournies** qu'au 1^{er} trimestre 2006 dans presque tous les secteurs, avec une mention spéciale pour le Bâtiment et les services à la population. Elles sont également en croissance pour l'intérim, qui constitue un baromètre d'activité très sensible.

Sur le front du **chômage**, la petite alerte du trimestre précédent est complètement oubliée. Le **fort repli** de cet hiver l'a plus que compensée et le rythme annuel de décroissance retrouve les niveaux très élevés qu'il atteignait au milieu de l'année 2006 (- 12,7 %); ce résultat provient en grande partie d'un accroissement plus rapide du nombre des sorties que celui des nouvelles inscriptions. Le **taux de chômage** départemental se trouve en conséquence sous la barre des 7 % en s'établissant à **6,9 % fin mars**.

Cet environnement favorable se traduit par une amélioration dans le domaine social: le nombre de **bénéficiaires du RMI a reculé** franchement. Le mouvement demeure toutefois fragile, l'évolution mensuelle voyant se succéder hausse et baisse, comme précédemment.

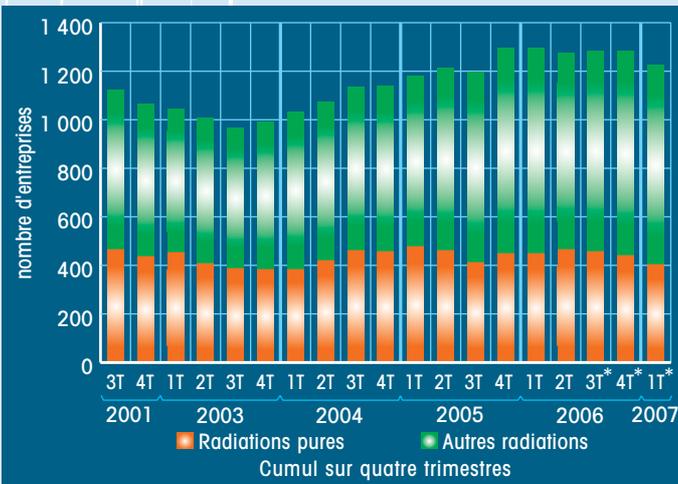
L'ANNÉE 2007 A BIEN COMMENCÉ

1 CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

2 RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

3 MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



source Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

NOUVELLE FLAMBÉE DE CRÉATION D'ENTREPRISES

Un **nouveau record** aurait été établi en matière de création d'entreprises au cours du 1^{er} trimestre, selon les données provisoires de la Chambre de Commerce et d'Industrie, avec un total de **237 immatriculations pures** ①.

Jamais encore durant la phase récente déjà très prolifique, le seuil des 200 entreprises nouvelles en trois mois n'avait été franchi. Les branches d'activité, chacune à leur niveau, apportent toutes leur contribution. En **données cumulées** sur 12 mois, le résultat serait en conséquence nettement supérieur au précédent avec **778 créations** (+ 68). Des mentions spéciales sont à accorder comme auparavant au Bâtiment (+ 37) mais aussi, ce qui est nouveau, aux Services collectifs (+ 20), à l'Agriculture et à l'Industrie (+ 12 chacune).

Le nombre des **radiations** ② n'est pas encore significatif. Pour les deux premiers trimestres 2006, pour lesquels les résultats sont désormais consolidés, elles se situent largement en deçà des créations : le solde est ainsi positif de 171 unités.

L'Artisanat n'est pas en reste avec **224 immatriculations** ③ au cours du trimestre ; là encore, **des sommets ont été atteints** : 49 de plus qu'à l'automne et 29 de plus qu'au 1^{er} trimestre 2006. Le nombre des **radiations** est lui aussi **en augmentation**, beaucoup des nouvelles structures affichant une certaine fragilité. Cette hausse demeure néanmoins contenue. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat en a comptabilisé 153 entre janvier et mars, soit des écarts respectifs de + 18 et + 13 par rapport aux trimestres de référence. Les cumuls sur 12 mois s'établissent à **737 immatriculations** (+ 34) et **535 radiations** (- 34), soit un **solde positif de 202 unités**. Ce dernier repose toujours sur les performances du Bâtiment (+ 144) et des Services (+ 42).

ACCÉLÉRATION DE L'ACTIVITÉ AU PREMIER TRIMESTRE

L'activité apparaît clairement en phase d'accélération en ce début d'année. Selon les informations fournies par les Services Fiscaux, le montant total des **chiffres d'affaires des entreprises** du département ① aurait atteint 2,67 milliards d'euros, en **hausse de 7,2 % en trois mois** et de **13,7 %** par rapport au 1^{er} trimestre 2006. En **données cumulées** sur les 12 derniers mois, le chiffre d'affaires total s'établit à 9,93 milliards d'euros, soit **11,7 % de plus** qu'au cours de la période précédente.

Le recours à l'intérim suit l'évolution de l'activité. Les **déclarations préalables à l'embauche** recueillies par l'URSSAF à ce titre ② sont plus élevées de 22,3 % que celles du 1^{er} trimestre 2006, pour un total de **27 622**. En **cumul sur 12 mois**, le résultat global (111 006 intentions d'embauche) est **supérieur de 11,1 %** au précédent.

La **part des cotisations URSSAF¹ restant dues à l'échéance** ③ est toujours un peu plus élevée en début d'année. Elle s'établit à 1,18 % fin mars, contre 1,08 % un an auparavant. L'URSSAF pointe en effet une légère dégradation dans le secteur privé, qui concerne davantage les établissements de plus de 10 salariés et les secteurs des industries des biens de consommation, l'industrie automobile, le commerce et la construction. À noter que l'augmentation du taux de RAR (Reste À Recouvrer) est plus spécialement marquée dans le Romorantinais (2,94 % contre 1,54 %).

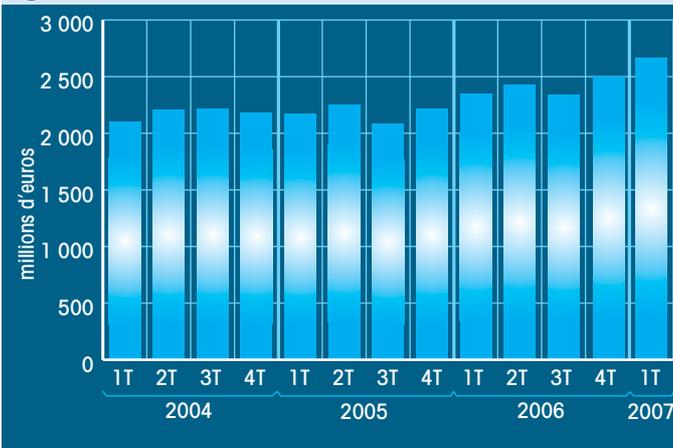
BONNE TENUE DES EXPORTATIONS

Poursuivant sur leur lancée, les exportations départementales de marchandises ④ ont **augmenté de 5,9 % en trois mois**, atteignant un montant de **435 M€**.

Par rapport au 1^{er} trimestre 2006, la hausse est très nette : **+ 12,5 %**. Dans le même temps, le résultat régional est beaucoup plus modeste (+ 2,2 %). À noter que la branche des équipementiers automobiles enregistre un rebond intéressant en Loir-et-Cher entre janvier et mars (+ 13,6 %). En **données cumulées** sur les douze derniers mois, les exportations départementales dépassent de **10,7 %** celles de la période antérieure. On peut pointer en particulier le **redressement confirmé** des ventes à l'étranger des produits de **l'industrie agroalimentaire**, qui avait connu jusqu'au 3^e trimestre 2006 plusieurs années difficiles.

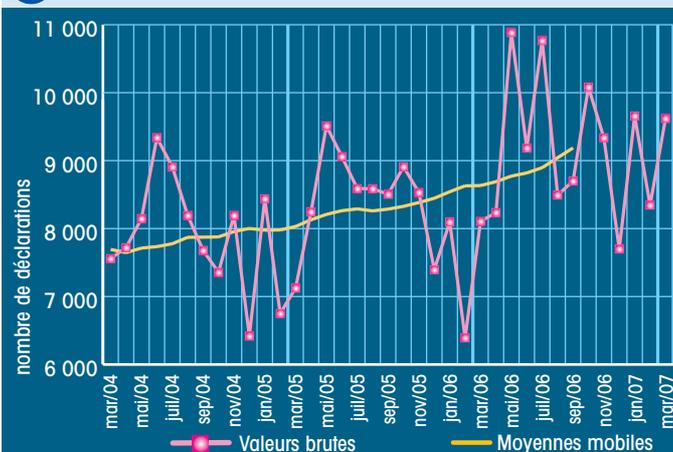
(1) À partir du 1^{er} trimestre 2003, l'URSSAF de Loir-et-Cher a recalculé le montant des cotisations liquidées et des restes à recouvrer en tenant compte du versement des cotisations du département quel que soit le lieu où elles sont encaissées. Les champs étant différents, les chiffres ne sont pas comparables à ceux de l'ancienne série.

① CHIFFRES D'AFFAIRES DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux : à partir du 1^{er} janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

② RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



source URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

③ TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



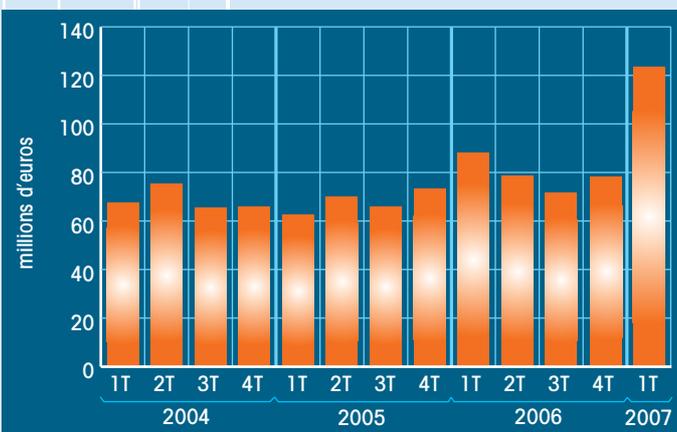
source URSSAF - Services statistiques régionaux

4 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



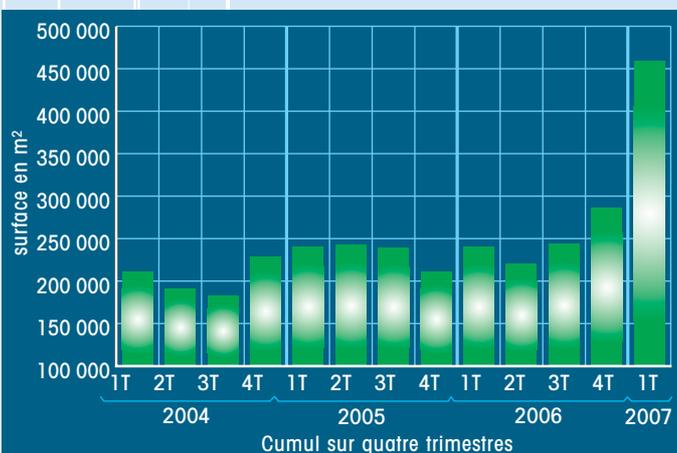
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

5 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1^{er} janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

6 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

Les **importations** marquent en revanche une **légère baisse** au cours de l'hiver : - 5,9 % à 347,7 M€. Elles sont toutefois un peu au-dessus de leur niveau du 1^{er} trimestre 2006 (+ 1,9 %). Les évolutions sont nettement plus positives dans l'ensemble de la région, avec en particulier une croissance significative par rapport à l'hiver 2006 (+ 10,5 %). En **cumul sur 12 mois**, les importations départementales sont **supérieures de 10,7 %** à la période antérieure. Certaines branches **liées à l'investissement des entreprises** continuent à être orientées à la hausse entre janvier et mars, mais pas toutes.

Au cours de ce 1^{er} trimestre, le **solde de la balance commerciale** est en **excédent de 87,2 M€**, soit près de deux fois plus que la moyenne des soldes trimestriels enregistrés en 2006. Au 31 mars, le **taux de couverture**² est de 125 % en Loir-et-Cher et de 110 % pour le Centre.

SÉRIEUX COUP DE FOUET POUR LES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES

Déjà bien orientés en fin d'année 2006, les **investissements** 5 ont atteint entre janvier et mars 2007 le **niveau record de 123,7 millions d'euros**. Cela représente un **gain de 58,4 % en trois mois** et se situe 40 % au-dessus du résultat du 1^{er} trimestre 2006. En **données cumulées** sur 12 mois, le total s'élève à 352 millions d'euros, soit 18,1 % de plus que pour la période antérieure.

La mise en chantier de **nouvelles surfaces destinées aux activités** 6 n'est sans doute pas étrangère au résultat ci-dessus. Il avait été fait mention dans un précédent tableau de bord de surfaces considérables autorisées dans le domaine de la logistique. Or, leur concrétisation s'est opérée au cours du 1^{er} trimestre, ce qui conduit à un **résultat exceptionnel**. Au total, **252 695 m²** ont été lancés entre janvier et mars, dont plus de **200 000 m² pour la logistique**.

Les comparaisons avec les volumes antérieurs n'ont guère de sens. En **cumul sur 12 mois**, on atteint **459 526 m²** soit près de **deux fois le total précédent**. En dehors de la logistique, on peut souligner la progression des superficies destinées à l'industrie (+ 4,5 %) et aux bureaux (+ 82 %). En revanche, celles concernant l'agriculture et le commerce sont en recul assez net. Il faut noter que le total régional est en baisse de 9,2 %. Les **autorisations délivrées** en Loir-et-Cher sont à un **excellent niveau**, avec en particulier un fort rebond pour le commerce.

(2) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

LÉGER TASSEMENT DE L'EMPLOI SALARIÉ³

Selon les données provisoires de l'URSSAF, les **effectifs salariés** du Loir-et-Cher **1** auraient très légèrement diminué (- 0,2 %) au 1^{er} trimestre, en données corrigées des variations saisonnières. Cela représente une **perte d'environ 125 postes** en 3 mois. Le département compterait **82 216 salariés au 31 mars**, hors fonction publique d'État et agriculture.

À noter que le résultat du 4^e trimestre 2006 a été revu un peu à la baisse. En **données cumulées** sur 12 mois, l'évolution est néanmoins très positive **avec un gain de près de 1 340 postes de travail** (+ 1,7 %).

Des divergences apparaissent en ce début d'année entre les trois arrondissements **2**. Le **Vendômois** aurait connu une **croissance** nette d'environ 80 postes (+ 0,5 %); la **stabilité** l'emporte dans le **Blaisois**. En revanche, le **Romorantinais** aurait **perdu 190 emplois** (en données corrigées, rappelons-le), soit - 1,2 % entre janvier et mars. En **données cumulées**, le différentiel serait ainsi nettement réduit pour ce bassin, mais toujours positif: + 300 postes par rapport aux douze mois précédents (+ 2 %). On compterait 290 emplois supplémentaires en Vendômois (+ 1,9 %) et 750 de plus dans le Blaisois (+ 1,5 %).

Le secteur de la **construction** est toujours porté par une conjoncture très dynamique en Loir-et-Cher, tant dans le domaine du logement que dans celui des bâtiments d'activités. Il aurait ainsi **créé plus d'une soixantaine de postes nets** **3** entre janvier et mars en données cvs (+ 0,8 %) et 335 postes sur 12 mois (+ 4,2 %). Le cap des 8 200 salariés aurait en conséquence été franchi. Les **services** sont également bien orientés, mais leur performance en terme relatif demeure timide: + 0,3 % sur le trimestre (90 postes) et + 1,6 % en cumul glissant (530 postes). En revanche, **l'industrie** aurait **perdu près de 90 salariés** au 1^{er} trimestre (- 0,4 %); en cumul, elle se situerait au même niveau qu'au cours des 12 mois antérieurs. Le **commerce** aurait subi un **véritable coup d'arrêt** avec la destruction de 170 postes en trois mois (- 1,3 %). Sur un an, l'évolution atteindrait encore une centaine de salariés supplémentaires (+ 0,8 %).

Entre mars 2006 et mars 2007, la **masse salariale** **4** versée par les entreprises du secteur concurrentiel en Loir-et-Cher **serait en augmentation de 4,1 %** (+ 0,5 % pour le trimestre).

(3) rappelons que depuis le 1^{er} trimestre 2006, L'Indicateur 41 intègre l'exploitation des séries statistiques nouvellement diffusées par L'URSSAF sur l'emploi salarié et la masse salariale. Celles-ci sont disponibles par zone d'emploi et grand secteur d'activité, en données corrigées des variations saisonnières. Elles ne prennent pas en compte le secteur agricole. Les séries sont révisées à chaque trimestre depuis leur origine.

1 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS



Source URSSAF de Loir-et-Cher

2 Évolution de l'emploi salarié en DONNÉES CVS PAR ZONE D'EMPLOI (EN %)



Source URSSAF de Loir-et-Cher

3 Évolution de l'emploi salarié en DONNÉES CVS PAR GRAND SECTEUR (EN %)



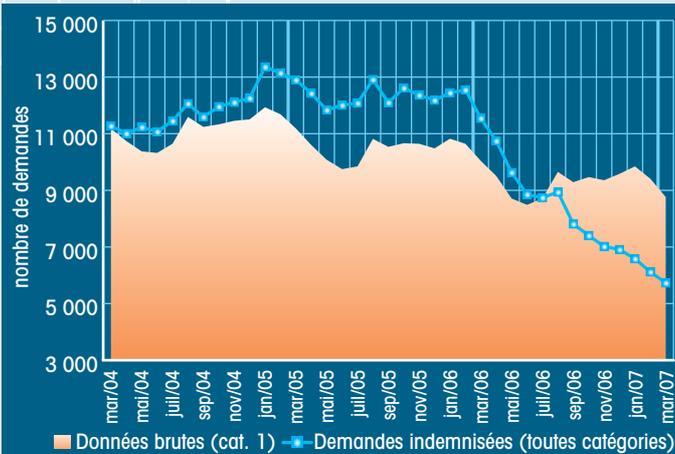
Source URSSAF de Loir-et-Cher

4 Évolution de la masse salariale EN DONNÉES CVS



Source URSSAF de Loir-et-Cher

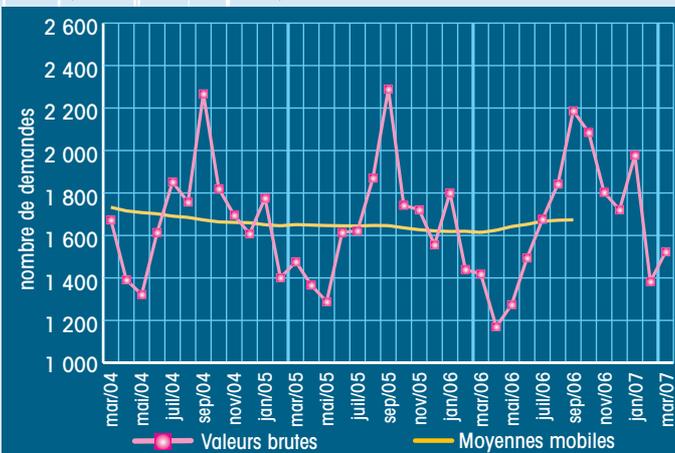
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDIC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

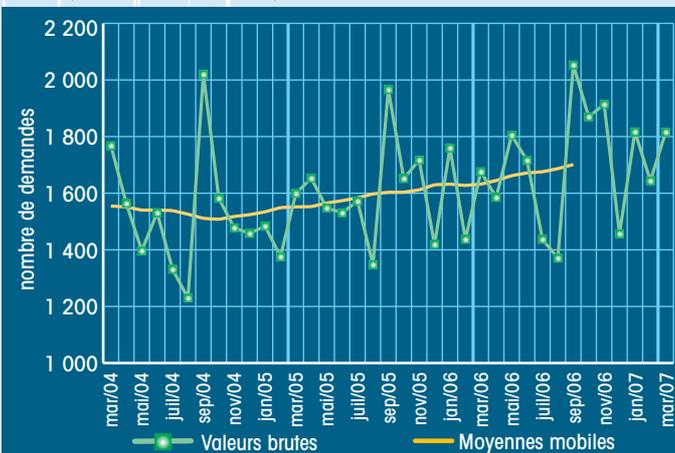
2 DEMANDES d'Emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'Emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

LE CHÔMAGE REFLUE DE NOUVEAU FORTEMENT

Après l'impression mitigée laissée au dernier trimestre 2006, le chômage est reparti nettement à la baisse début 2007. En données corrigées des variations saisonnières, il a perdu 5,7 % au 1^{er} trimestre. Le rattrapage est puissant car dans le même temps, le Centre (- 3,5 %) et la France (- 2,6 %) ont fait moins bien, malgré une cadence déjà soutenue. En données brutes ①, le Loir-et-Cher compte **8764 demandeurs d'emploi** de catégorie 1 au 31 mars. Sur douze mois, la baisse atteint **12,7 %**; le rythme de décélération revient ainsi au plus haut niveau atteint en 2006. Il est comparable à celui de la région (- 12,9 %), alors que l'ensemble du pays connaît un repli légèrement plus modéré (- 10,8 %). **Toutes catégories confondues**, le nombre de chômeurs s'est réduit de **10,8 %** sur les 12 derniers mois en Loir-et-Cher.

L'accélération de la baisse du chômage est ressentie dans les trois zones d'emploi du Loir-et-Cher, mais elle est un peu plus sensible en **Vendômois** (- 16,7 %) que dans le **Romorantinais** (- 14,2 %). Comme précédemment, la **zone de Blois** est en retrait, mais l'écart est modéré (- 11,4 %).

L'évolution n'a pas eu de répercussion sur les grandes caractéristiques des demandeurs. Globalement, le différentiel entre **hommes** (- 13,6 %) et **femmes** (- 11,8 %) est de moins de 2 points. Il est du même ordre en Vendômois et encore plus mince dans le Blaisois (0,5 point). En revanche, il est plus marqué en Romorantinais (6,5 points). Dans chaque territoire, le chômage baisse plus rapidement pour les hommes. Le chômage des jeunes recule de 10,4 % dans le département, un peu moins que pour les autres tranches d'âge. La **décruce s'est encore accélérée pour les demandeurs inscrits depuis plus d'un an** dont les effectifs **chutent de 24,4 %** en une année. Sur le plan des qualifications, **l'encadrement** (cadres, techniciens et agents de maîtrise) bénéficie de **l'évolution la plus marquante** (- 23,3 %); la cadence suivie par les employés a rejoint celle des ouvriers (autour de - 11 %).

Poursuivant sa tendance récente, le flux **des nouvelles inscriptions à l'ANPE** ② est plus élevé qu'au 1^{er} trimestre 2006: + 4,8 %, pour un total de **4884 demandes**. Cette évolution est de nouveau plus importante que dans le Centre (+ 2,1 %) et la France (+ 1,3 %). Les **inscriptions consécutives à une fin de mission** confirment leur tendance à la hausse, mais on enregistre aussi une augmentation importante des **reprises d'activité**, ainsi que des **licenciements économiques**. En **cumul sur 12 mois**, les entrées sont supérieures de 2,1 % à la période précédente, alors qu'elles diminuent dans les territoires de référence.

De leur côté, **les sorties des fichiers** ③ sont **particulièrement nombreuses et en progression**: + 8,3 % par rapport au 1^{er} trimestre 2006, pour un total de 5277 personnes.

Ce rythme est nettement plus soutenu que celui enregistré dans la région (+ 4,2 %) et le pays (+ 0,8 %). Il concerne tous les motifs, mais en particulier les entrées en stage (+ 20,4 %) et les arrêts de recherche (+ 12,5 %). En **données cumulées sur douze mois**, le nombre des sorties dépasse de 6,3 % celui de la période antérieure ; cette évolution est double de celle du Centre et 5 fois plus élevée qu'en France.

L'accélération de la baisse du chômage se traduit par une **diminution du taux de chômage** 4. En **Loir-et-Cher**, il est passé sous les 7 % avec **6,9 %** au 31 mars, soit 0,3 point de moins en 3 mois et un recul de 1,2 % par rapport à mars 2006. Les évolutions sont comparables dans les trois zones d'emploi. Les taux sont respectivement de **6,2 % en Vendômois**, **7 % dans le bassin de Blois** et **7,2 % dans celui de Romorantin**. Ils sont de 7,1 % en région Centre et de 8,3 % en France.

LES INTENTIONS D'EMBAUCHE CONTINUENT D'AUGMENTER

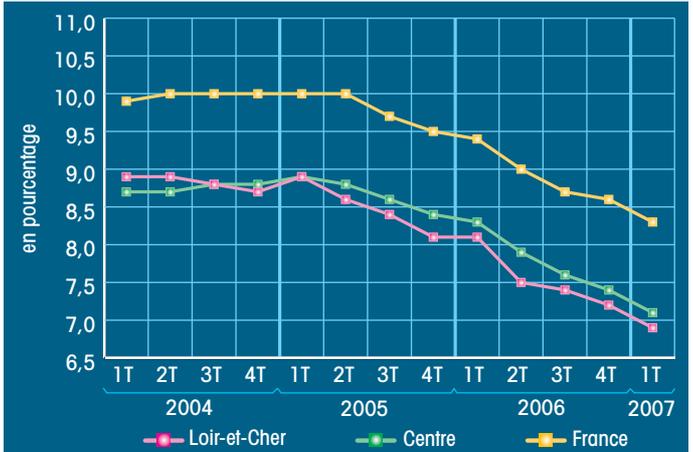
L'Anpe a collecté **3312 offres d'emploi** 5 entre janvier et mars, ce qui représente un **tassement de 12,2 %** par rapport au 1^{er} trimestre 2006. Les emplois durables (plus de 6 mois) sont les plus affectés (- 15,6 %). L'évolution globale tranche avec les augmentations relevées dans le Centre (+ 2,7 %) et la France (+ 5,5 %). En **données cumulées** sur 4 trimestres, le département conserve un **très léger avantage** sur la période antérieure (+ 1,6 %), grâce essentiellement aux offres pour des **emplois de très courte durée** (moins de 3 mois) qui ont augmenté de 28 %. Les offres durables sont en revanche moins nombreuses (- 1 %), contrairement aux territoires de référence.

Les besoins en main d'œuvre paraissent cependant beaucoup plus prégnants qu'au début de l'année 2006, si l'on en juge par le nombre des **déclarations préalables** (hors agriculture et travail temporaire) : **13727** recensées entre janvier et mars 6, soit 35,7 % de plus qu'au 1^{er} trimestre 2006. En données cumulées, le total s'établit à 61801 (+ 17,3 %). À l'exception des services aux entreprises (- 0,5 %), toutes les activités bénéficient de ce mouvement avec, une fois encore, une **mention particulière pour la construction** (+ 36,5 %).

La part des CDI dans le total des Déclarations Uniques d'Embauche (DUE) des entreprises de moins de 20 salariés s'élève à 28 % ; il s'agit de la plus forte proportion des 5 derniers trimestres. Elle est supérieure de 3 points à celle du 1^{er} trimestre 2006. Les CDD courts sont néanmoins les plus nombreux (37 %).

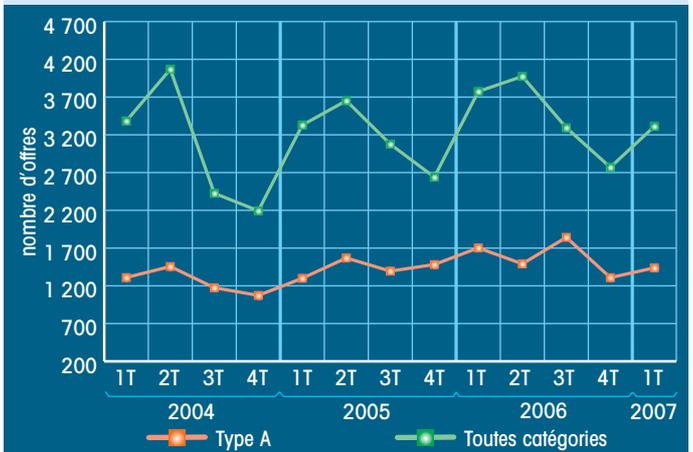
(4) La méthode de calcul des taux de chômage par zone d'emploi a été révisée et améliorée par l'INSEE. Les calculs prennent désormais en compte notamment les fluctuations saisonnières du marché du travail spécifiques à certaines zones. Les taux ont été recalculés sur l'ensemble de la période 2000-2006.

4 TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

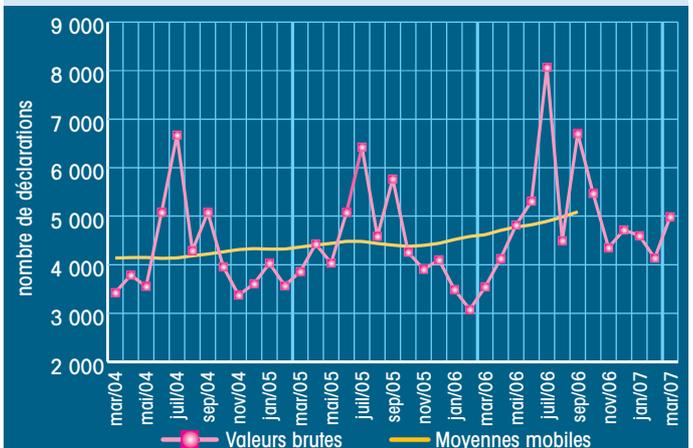
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

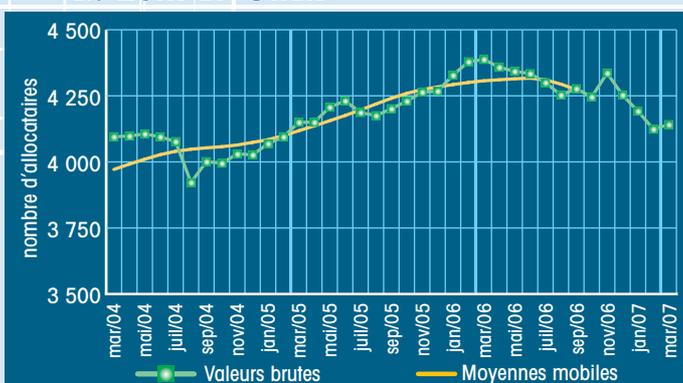
6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

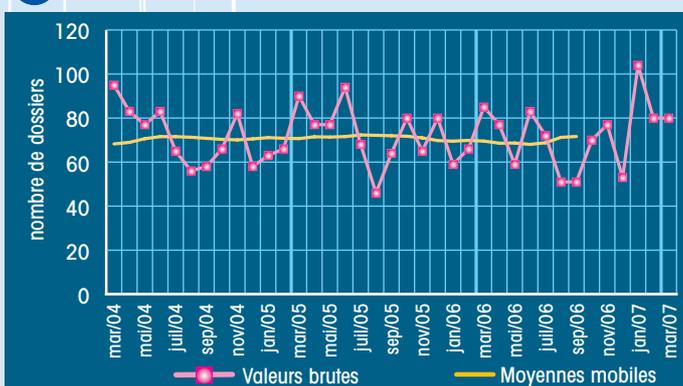
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



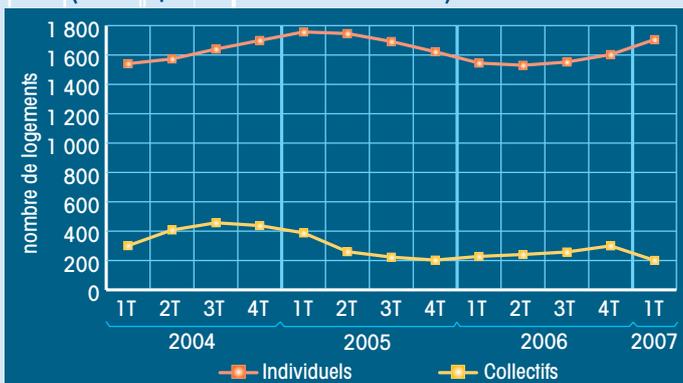
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

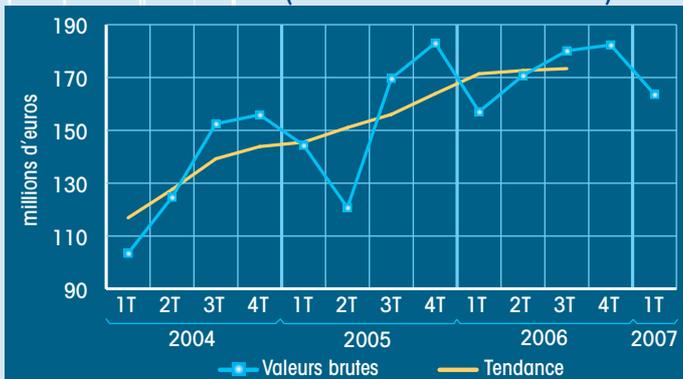
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN (MONTANT DES TRANSACTIONS)



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

AMORCE D'UNE BAISSÉ DU NOMBRE DES BÉNÉFICIAIRES DU RMI

Au cours du 1^{er} trimestre, le nombre de bénéficiaires du RMI a diminué de 2,6 % ①. Une telle évolution n'avait pas été constatée depuis longtemps. Au 31 mars, le Loir-et-Cher compte ainsi 4 141 allocataires. Sur un an, le repli est cette fois bien marqué : - 5,6 %. Néanmoins, la vigilance reste de mise, car la tendance n'est pas linéaire. Après avoir décliné en janvier, puis en février, les effectifs ont recommencé à croître légèrement en mars.

Une fois encore, le surendettement ② prend en Loir-et-Cher le contre-pied de la tendance passée. Entre janvier et mars, la Commission a été saisie de 264 nouveaux dossiers, soit 32 % de plus en trois mois et + 26 % par rapport au 1^{er} trimestre 2006. Il convient de signaler que près de la moitié de ces dossiers sont des "re-dépôts". Le délai de report des créances accordé en 2006 (12 mois) ne s'est pas avéré suffisant pour régler les difficultés de nombreuses personnes. Il a d'ailleurs été décidé de le porter à 24 mois à compter du 1^{er} janvier 2007. En données cumulées sur 12 mois, le total est quasiment identique au précédent (- 0,5 %), alors que l'ensemble de la région enregistre un repli (- 3,4 %).

LA MAISON INDIVIDUELLE PLÉBISCITÉE

Jamais, sans doute, autant de maisons individuelles n'ont été mises en chantier en Loir-et-Cher au cours d'un seul trimestre : 525 entre janvier et mars ③. Ce résultat est supérieur de 25 unités au précédent record recensé sur les 8 dernières années. A contrario, la construction de logements collectifs a été quasiment insignifiante (9 seulement). Le total (534) figure néanmoins en bonne place au palmarès. En données cumulées sur 12 mois, on comptabilise 1 906 logements commencés, soit 7,5 % de plus que pendant la période antérieure. Le dynamisme de la maison (+ 10,4 %) a plus que compensé la faiblesse de l'appartement (- 11,8 %). Cela n'a pas été le cas en région Centre, qui accuse de ce fait une baisse globale de 4,7 %.

L'activité des prochains mois promet d'être encore plus chargée dans notre département ; les autorisations délivrées au 1^{er} trimestre sont en effet en hausse pour les deux types d'habitat, et de façon très nette pour le collectif.

Contrairement à la construction neuve, le marché de l'immobilier ancien ④ a été moins actif entre janvier et mars. Le montant des transactions s'est élevé à 164 M€, soit 9,9 % de moins qu'à l'automne. En revanche, ce résultat est meilleur que celui du 1^{er} trimestre 2006 (+ 4,5 %). En données cumulées sur 12 mois, le total général (697 M €) est d'ailleurs supérieur de 11 % à celui de la période précédente.

Réalisé avec le concours financier du Conseil général.

Certifié ISO 9001 : 2000 par



Directeur de la publication : Alain Quillout - Tirage : 600 exemplaires - Conception/réalisation : Observatoire - Impression Alleaume - Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950

N° 140394